



EUROPE, quelles échéances en 2018 ? Les enjeux clés de 2017 restent ouverts - crise des réfugiés, Brexit, séparatisme Catalan, difficile et nouvelle coalition en Allemagne, populisme en Italie et repli des valeurs européennes dans l'Europe de l'Est. Dans une atmosphère internationale plombée par l'activisme Russe et les bras de fer Américain, peut-on attendre des avancées spectaculaires dans la construction Européenne ou de nouveaux fossés ? Dans tous les cas les débats vont être vifs avec le projet de refondation d'une « Europe unie, souveraine et démocratique » voulu par Emmanuel Macron et les conventions démocratiques, sans oublier les élections européennes en 2019. Du grain à moudre pour contrer tous les Euro-sceptiques!

Nous avons décidé de renouer le dialogue des bulletins d'information afin d'échanger plus régulièrement sur les enjeux de l'Europe et recevoir vos idées et suggestions, en complément des conférences, débats et rencontres habituelles pilotées par les antennes en Yvelines. C'est aussi l'occasion de mieux vous informer du programme du mouvement Européen dans les Yvelines.

Nouveaux membres du bureau et Nouvelles antennes

Bureau : L'assemblée générale du 14 décembre 2017 a entériné l'arrivée de 3 nouveaux membres au Conseil d'administration Jean-Marc BLOT de Rocquencourt, Daniel CORNALBA de l'Etang-la-ville et Clive HOLE de Mareil-Marly. Retrouvez la liste complète des membres du bureau sur notre blog.

Issus de tout le département, les membres du bureau ont un objectif commun: être un relais constructif mais aussi critique de l'Union Européenne et ses différents périmètres, développer les rencontres, conférences et manifestations locales, au plus proche de vous, organisées par les antennes et assister les Jeunes Européens / et Eurodéputés pour diffuser la connaissance de l'Europe dans les écoles et lycées.

Vie des antennes : une nouvelle antenne est lancée à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES autour de Christian FRANCO et Vivianne BOUSSIER avec des correspondants pour Montigny (Claude GATEAUD), Plaisir (Igor VERSTEEG) , Maurepas (Dominique DANTANT) , Voisins (Hugues BERTAULD) pour animer les 12 municipalités. Renseignements : me78.sqy@gmail.com

Une autre antenne est en cours de création à SAINT GERMAIN autour de Daniel CORNALBA.
Contact : me78.sgl@gmail.com

N'hésitez pas à nous contacter pour participer au développement de ces nouvelles antennes.

PRIORITES 2018 du MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE

En 2018, le Mouvement Européen amplifie son action et fait vivre le débat public sur l'Europe auprès de tous les publics. Pour être plus efficace, les forces vives de l'association se concentrent sur quatre priorités d'action qui mettent le citoyen au centre de la poursuite du projet européen :

- Affirmer l'identité commune des Européens
- Approfondir la démocratie et la citoyenneté européennes
- Promouvoir la mobilité européenne de tous
- Consolider la souveraineté européenne

Pour ce faire, le ME Yvelines organise et espère votre présence et participation au programme de conférences ci après

29 mars 2018 « PANORAMA DE LA SLOVENIE-TRIESTE-ISTRIE dans le contexte si particulier des Balkans »



Monique et Yves CAMBIER, Jacqueline AUBAILLY, Jacques BRAUN et Jean-Luc GRAIS, tous participants au voyage, vous feront un portrait illustré de photos sur les plans géographique, historique et socio-économique de ces deux pays européens et vous feront revivre les grandes étapes du voyage en s'appuyant sur les principaux sites remarquables qu'ils ont visités.

A l'issue de la conférence, il y aura possibilité de s'inscrire aux dernières places disponibles du prochain

voyage qui aura lieu au Portugal du 4 au 10 octobre 2018.

La réunion se tiendra **le jeudi 29 mars 2018 à 20h00 en salle des Fêtes, près de l'ancienne Mairie du CHESNAY, 50 rue de Versailles, 78150 LE CHESNAY. Entrée libre - Un rafraîchissement amical sera servi à l'issue de la réunion**

Pour faciliter l'organisation, merci de vous inscrire par mél auprès de Jean-Luc GRAIS :

jean-luc.grais@wanadoo.fr

11 avril 2018 « UNION EUROPEENNE , Mythes et Mensonges »



Vision globale du fonctionnement de l'Union , Est – elle toute puissante ? Qui la dirige réellement ? Normes européennes et locales ? Comment fonctionne l'UE ? Le double jeu des états membres. La campagne du Brexit, le rôle de la presse et des médias. .. Toutes ces questions d'actualité, et celles que vous vous posez, seront abordées **le Mercredi 11 Avril à l'Hôtel de Ville de Maurepas**, à 20h 30, au cours d'une Conférence -dialogue animée par le **bi-culturel franco-anglais Clive HOLE**, membre du Conseil d'administration du Mouvement européen Yvelines -

Entrée libre - Un rafraîchissement amical sera servi à l'issue de la réunion

Pour faciliter l'organisation, merci de vous inscrire par mél auprès de me78.sqy@gmail.com

5 Mai 2018

« Et pour vous, que fait donc cette EUROPE ?



L'Europe semble bénéficier principalement aux voyageurs grâce aux facilités de passage des frontières et à la création de l'Euro. Qu'en est-il des autres citoyens ? Ces questions d'actualité seront abordées **le Samedi 5 Mai à l'Hôtel MERCURE de Le Chesnay Parly 2**, à 9h 30, au cours d'un petit-déjeuner débat animé par **Antonella VALMORBIDA**, secrétaire générale de l' Association Européenne pour la démocratie locale (ALDA), organisation non gouvernementale qui se consacre à la promotion de la bonne gouvernance et la participation des citoyens au niveau local. ALDA se concentre sur les activités qui facilitent la coopération entre les autorités locales et la société civile.

Réservations pas encore ouvertes

L'ACTU : Travailleurs détachés

Le détachement est un dispositif européen qui permet de travailler dans un autre pays européen, en continuant de payer les cotisations sociales dans son pays d'origine. Cette directive européenne de 1996 est souvent accusée de favoriser la concurrence déloyale (se rappeler le "plombier polonais" pendant la dernière campagne des Européennes !)

Un compromis entre le Parlement européen et le Conseil européen pour réviser cette directive sur les travailleurs détachés a été trouvé le 1^{er} mars 2018.

Il est prévu que les travailleurs détachés soient remboursés pour leurs frais (transport, repas, hébergement...) en plus de leur feuille de paie. C'est l'application du "*principe à travail égal, salaire égal*". La durée de détachement est limitée à 2 ans. De plus, les eurodéputés ont obtenu que la transposition de cette directive révisée dans la législation des états soit limitée à deux ans après son adoption définitive. Mais cet accord doit encore être approuvé par les 28 représentants des états membres et être validée par les institutions vers mai ou juin.

Combien de travailleurs détachés en France et originaires de quels états ?

Hors transport routier, la France en 2017 a comptabilisé 516.000 salariés détachés, soit une augmentation de +46% par rapport à 2016 (*source : Bilan intermédiaire du plan national de lutte contre le travail illégal*). Cette hausse peut s'expliquer en partie par une meilleure remontée des déclarations de détachement, du fait de la mise en place d'une nouvelle base de données et par des sanctions plus nombreuses. (Seuls, bien sûr, les travailleurs détachés déclarés, donc légaux, sont compris dans ces données).

Les nationalités les plus représentées sont les Portugais (74.000 en 2017), les Polonais (61.000), les Allemands (45.000) et les Roumains (44.000) et le secteur le plus représenté est celui du bâtiment.

Mais des travailleurs français sont aussi "détachés" à l'étranger : 125 000 travailleurs français sont partis en 2014 pour des missions ponctuelles (*Source Commission européenne*). Ils vont en priorité en Belgique (environ ¼ du total), en Allemagne, en Italie et en Espagne. Environ 12 000 travailleurs français sont détachés ... en France, via des agences d'intérim, souvent basées au Luxembourg (*Source Conseil économique social et environnemental, CESE*).

Au sein de l'Union européenne, les travailleurs détachés ne représentent que 0,7% du nombre total d'emplois en Europe. "*Le détachement légal de travailleurs est l'un des outils dont disposent les entreprises. Et notre fédération est très attentive à ce que les règles soient respectées sur le terrain. Mais je rappelle également l'importance de faire de la formation.*" José Ramos, président de la Fédération régionale des travaux publics (FRTTP) d'Ile-de-France.

Ce compromis qui, par des éléments concrets, rend la loi plus claire et permet de lutter contre le dumping social et la fraude, est la première brique de l'Europe sociale.

Par Vivianne Boussier

Contact : me78.sqy@gmail.com

POINT DE VUE : Taxation des GAFA (Google, Apple, Amazon, Facebook)

De quoi s'agit il ? Pour Pierre Moscovici, commissaire européen chargé de la fiscalité, une taxe de 3% sur le chiffre d'affaires des GAFA (Google, Apple, Amazon, Facebook) rapporterait 5 milliards d'euros par an de recettes et permettrait de rétablir une « égalité fiscale ». **C'est en fait oublier que les GAFA ne font qu'utiliser les portes ouvertes par les Européens et particulièrement l'Irlande et le Luxembourg.**

Il ne faut pas inventer un nouvel impôt indirect, similaire aux taxes qui existent sur la vente de tabac ou d'alcool mais faire rentrer les GAFA dans le rang de l'impôt direct. La nouvelle définition de l'établissement stable par l'OCDE donne plus de poids à l'activité réelle de l'entreprise. Par exemple, lorsque Google vend de la publicité en France, il utilise ses équipes françaises, mais formellement le contrat est signé avec sa filiale irlandaise. Jusqu'à présent, cela permettait à Google de ne pas déclarer cette vente en France, et de gagner en justice face au fisc français sur ce point. Désormais, la nouvelle définition de l'établissement stable de l'OCDE ne permet plus à Google de le faire.

L'OCDE a introduit cette nouvelle définition de l'établissement stable dans une nouvelle convention fiscale multilatérale à laquelle les Etats peuvent adhérer. Toutefois, les Etats peuvent refuser tel ou tel point de cette convention multilatérale. L'Irlande et le Luxembourg en ont donc profité pour refuser la nouvelle définition de l'établissement stable. On en revient donc au point de départ...

Toutefois, l'OCDE a quand même obtenu une réelle avancée: l'instauration d'une clause anti-abus qui permet de débusquer les entreprises qui utilisent de manière purement formelle les conventions fiscales entre Etats, avec pour seul but d'échapper à l'impôt. Mais pour que la France puisse utiliser cette clause anti-abus, il faut que nous modifions notre définition de l'établissement stable et introduisons l'établissement stable virtuel.

D'après note de Vincent Renoux, que vous pourrez retrouver en totalité en cliquant sur le lien <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/taxer-le-chiffre-d-affaires-des-gafa-n-est-pas-la-bonne-solution-1401144.html>

DONNEES : 60% des Français anti-mondialisation

Interrogés par OpinionWay, à l'occasion du 6ème Printemps de l'économie, 60% des sondés ont une mauvaise opinion de la mondialisation, voire une très mauvaise opinion pour 14% d'entre eux... Ce sont surtout les personnes âgées de 50 ans et plus qui craignent à 69% la mondialisation, contre 50% pour les moins de 35 ans.

Principale critique : les conséquences néfastes sur « l'emploi et les salaires » en France alors que la contribution de la mondialisation au développement promu par l'ONU, semble, en effet, limitée aux yeux des Français... Moins de la moitié d'entre eux (47%) estiment qu'elle contribue à élever le niveau de l'éducation et 46% à l'amélioration de la santé. Ils se montrent encore plus mitigés sur sa contribution à la promotion de l'égalité hommes-femmes (33% contribue), à l'éradication de la faim (32%), à la réduction de la pauvreté (29%) et à la préservation de l'environnement (28%). Pour la pauvreté et pour la faim dans le monde, ces résultats montrent un ressenti clairement à rebours des évolutions mesurées...

En revanche, les personnes interrogées soulignent les effets positifs de la mondialisation sur le plan technologique : pour 71% d'entre elles, elle permet d'innover technologiquement.

Négative, la mondialisation n'en est par moins jugée inéluctable...

Les 3/4 des sondés considèrent qu'elle va s'étendre pour toucher tous les secteurs de l'économie, conduisant ainsi à une uniformisation des sociétés (54%) alors que 66% estiment que la mondialisation ne favorisera pas la paix dans le monde.

Les plus fragiles

Autre constat : les catégories les plus fragiles de la population, sont les plus critiques sur les effets néfastes de la mondialisation et se sentent également les plus démunies face à l'avenir.

Ainsi 58% des personnes issues de catégories populaires (contre 54% des personnes issues des catégories favorisées), 62% des personnes non diplômées (contre 46% des personnes ayant un diplôme supérieur à bac +2) et 57% des personnes ayant un niveau de revenu inférieur à 2.000 euros par mois (contre 51% des personnes gagnant 3.500 euros par mois ou plus) déclarent être pessimistes sur les perspectives d'avenir dans le contexte de la mondialisation.

Le sondage montre à quel point l'écart se resserre entre catégories populaires et favorisées, entre supposés perdants et supposés gagnants de la mondialisation. Le ressenti pessimiste gagne fortement les catégories les plus favorisées, qualifiées, les mieux rémunérées" note Pierre-Pascal Boulanger, président-fondateur du Printemps de l'économie. Seule note d'optimisme, les jeunes générations semblent moins remettre en question le processus de mondialisation que leurs aînés.

Tout comme aux USA (Donald Trump) et en Grande-Bretagne (Brexit), le pessimisme peut conduire à choisir des solutions jugées improbables ou irréalistes. Contrairement à beaucoup de discours, les résultats de ces élections traduisent bien un résultat démocratiquement valable. Tirons-en les leçons : il faut espérer que l'embellie économique en France se poursuive assez longtemps pour que les résultats soient indiscutables et que des opinions plus positives laissent une chance à toute tentative de relance de l'Europe.

Jean-Pierre Carlin
Contact : me78.yve@gmail.com

LE BLOG , ADHESIONS et SYMPATHIES

Prenez également connaissance des dernières infos et dates des événements sur notre blog <http://www.mouvement-europeen-yvelines.org> avant le prochain bulletin d'information
Correspondante : Viviane BOUSSIER

Le Mouvement Européen – France se mobilise depuis 1949, à travers toutes les générations, pour faire vivre un débat public pluraliste sur l'Europe. Il déploie ses activités autour de la pédagogie, de l'organisation du débat entre les citoyens et de la formulation de propositions pour construire l'Europe.

Héritier de l'esprit des pères fondateurs de l'Europe, le Mouvement est le premier acteur de la société civile en France sur les enjeux européens.

Le Mouvement Européen-France est reconnu comme association d'intérêt général depuis le 22 juillet 2016 et est par ailleurs agréé « association éducative complémentaire de l'enseignement public ».

Rejoignez nous, adhérez ou renouvelez dès maintenant et participez au premier réseau français de militants européens. Adhérez au Mouvement Européen-France – et si vous avez moins de 35 ans, aux Jeunes européens – en quelques minutes avec paiement sécurisé.

[Adhérer à l'association](#)

Le bureau du Mouvement Européen des Yvelines est composé comme suit:

Président : Jean-Louis GASQUET , *Vice-Présidents* : Herbert COLONIUS , Olivier BARTHALON , *Trésorier* : Claude NICOLAS , *Secrétaire général* : Jean-Pierre CARLIN

Membres : Jean-Marc BLOT , Viviane BOUSSIER, Hervé BRILLANT , Marie CASTILLO, Daniel CORNJALBA , Monique FERNEZ, Christian FRANCO, Jean-Luc GRAIS, Clive HOLE, Elisa LACUVE, Jacqueline LANDEAU, Pascale ROCHERON.

Rédaction : Jean-Pierre CARLIN
Contact : me78.yve@gmail.com